http://divergences.be/spip.php?article93

Revue libertaire internationale en ligne
DIVERGENCES
Nous sommes définis par les lignes que nous décidons de traverser ou d'accepter comme frontières

# Les mauvais jours brûleront

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2006 - NÂ° 1 (Avril/April 2006) - 5- Documents, Today or some Years Ago - Les Quartiers, toujours -

Date de mise en ligne : jeudi 26 octobre 2006

**Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés**

**[Grupo Surrealista de Madrid**

**Colectivo de Trabajadores Culturales La Felguera (Madrid-Tenerife)**

**Oxígeno (Logroño)]**

**Las malas compañías de Durruti (Logroño-Zaragoza)**

**Fahrenheit 451 (Madrid)**

(Traduit de l'espagnol par Brice M.)

**I. Ce qui va suivre** sera dit sans illusion, et sans espoir non plus, s'agissant de son utilité ou de la vérité dernière de nos arguments. Nous sommes trop éloignés des évènements, dans l'espace et dans le temps - trop loin, trop tard - pour prétendre avoir la moindre influence sur eux [1]. Nous sommes éloignés, de plus, de leur propre négation, puisqu'en dépit du fait que nous partageons effectivement une misère analogue due aux mêmes causes, elle n'est cependant pas identique et n'a pas la même intensité. Mais du moins deux désirs nous animent : contribuer, en liaison avec ces actes mêmes et à leur lumière, à jeter plus de clarté sur le monde dans lequel nous survivons, et prendre la défense des insurgés, là où leur action, à plus d'un titre exemplaire, mérite d'être défendue, contre toutes les calomnies et les mensonges qui ont été soutenus et le seront par les ennemis de l'extérieur et de l'intérieur ; non point que les insurgés de France auraient besoin de cette défense : c'est plutôt nous qui en avons besoin, nous autres prolétaires « blancs de peau », nous dont la conscience se montre trop pâle, si nous voulons débrouiller l'écheveau de fictions qui nous enchaîne, paralysant notre propre colère et notre propre révolte. Nous ne prétendons pas non plus idéaliser ni glorifier quoi que ce soit, parce que rien ne doit être loué sur le terrain de la guerre sociale. Notre condition est si misérable que le plus minime triomphalisme est un clou de plus sur le cercueil matériel et virtuel qui nous enferme dans la vie différée. Mais pour cette raison même, nous désirons continuer à être à l'écoute de n'importe quel signe, de quelque côté que ce soit, manifestant que cet état catatonique commence à se briser. Y compris lorsque ensuite, apparemment, le silence se remet à régner en Europe : spécialement dans ce dernier cas[2].

**II. Les quartiers périphériques** des centres urbains et économiques français ont été les protagonistes d'une révolte qui a mis en question la raison d'être et la légitimité des classes et de l'oligarchie européenne. La périphérie transformée en lieu d'emmagasinage, non seulement de marchandises délabrées mais aussi d'êtres humains qui ne sont pas moins avariés, a dépassé la simple question séparée du problème urbain. Les révoltés, en brûlant des édifices et des voitures, expriment ce qui est déjà un fait indubitable : l'impossibilité de gérer leur propre vie et de contrôler leur destin, parce que leur vie se développe à la périphérie de tout. La violence des révoltés, de ceux qui jouent à cache-cache avec les forces de l'ordre et dont le signe distinctif est le visage caché sous les capuches, a démontré contre quoi ou qui leur refus est dirigé. A travers les attaques contre la police (qui fut témoin de la façon dont les murs commençaient à parler à travers la phrase « police de merde »), la voie fut ouverte à la destruction de tout ce qui les plaçait, inexorablement, devant leur réalité comme groupe social. C'est pour cette raison que les sociologues ne devraient pas avoir besoin de se livrer à une plus ample recherche que la simple observation des ruines de la violence et de leur résultat. Le paysage de guerre dont parlent tant les médias n'est pas autre chose que le programme de la révolte et les exigences des protagonistes, qui ne paraissent absurdes et incompréhensibles que pour celui qui se refuse à comprendre, ou a trop bien compris (jusqu'au lavage de cerveau ou à la politique de collaboration) les raisonnements du pouvoir. Il suffit d'entendre ces garçons qui sont supposés ne savoir ni penser ni

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne 

parler. Ainsi s'expriment, par exemple, trois jeunes de la cité 112 à Aubervilliers : « C'est malheureux mais on a pas le choix. On est prêt à tout sacrifier parce qu'on a rien. (...) Si un jour on s'organise, on aura des grenades, des explosifs, des kalachnikovs... On se donnera rendez-vous à la Bastille et ce sera la guerre ». Mais c'est la dernière chose souhaitée par la domination, et pour cela elle s'obstine à barbouiller un discours néanmoins très clair ; il s'agit, qu'en aucun cas, celui-ci ne puisse aussi devenir contagieux.

**III. Les supermarchés et les centres commerciaux** ne sont rien d'autre que les indicateurs de l'oppression économique et du manque de possibilités d'accéder aux quotes-parts de bien-être annoncées par les républicains et les socialistes. Face à leur présence obscène, éclate la constatation quotidienne de la rareté, de l'impossible accès aux nécessités de base pour des familles de cinq ou six membres et un seul salaire, de telle sorte que, devant cette vérité vécue radicalement qui ne peut être dissimulée, la propagande économique fait faillite et s'écroule n'importe quelle illusion de pouvoir mener une vie « normale » qui n'existe plus et n'existera plus pour personne, de même qu'on ne trouve plus d'aliments sains et d'eau pure. Ainsi, la destruction des grands complexes commerciaux et de consommation se transforme en éthique et en esthétique du refus, puisqu'elle nie le confort annoncé et, au-delà, nie tout un modèle de vie falsifiée. Pour cette raison, le peuple français, sous un prétendu projet et destin communs, s'est levé le 27 octobre avec les monstres qu'ont créés trente ans de politique d'exclusion sociale, politique et économique. En ce sens, la démocratie française (et avec elle les autres démocraties) n'est pas en crise mais niée de facto par la force de la violence, non par la violence juvénile, mais par celle qui s'exerce en son nom et avec son alibi tous les jours, dans toutes les dimensions de la vie, et pratiquement sur presque toute la population. C'est seulement quand une telle violence est réfléchie par le miroir de la contestation sociale que s'en préoccupent le pouvoir et donc l'opinion publique. Lorsque Sarkozy dit que « bien sûr qu'il y a de la misère, du racisme, du chômage... mais rien ne peut justifier la violence gratuite », c'est que pour l'apprenti de Thiers, ses congénères et tous ceux qui le croient encore, n'importe quelle violence qui se lève contre le racisme, la pauvreté, etc., etc., est et sera toujours gratuite. Parce que ce n'est pas le spectacle de la pauvreté qui scandalise mais l'explosion de ceux qui souffrent, qu'on essaie immédiatement de faire passer pour spectaculaire afin de la discréditer aux yeux mêmes de ses possibles complices. Ainsi, l'état d'exception et d'urgence en vient-il à enlever le voile démocratique de sa politique envers les immigrés dans le vieux style colonial, comme lorsqu'il administrait d'une main de fer l'Algérie et ses colonies. En ce sens, aujourd'hui comme hier, nous sommes avec ceux qui appelaient à l'insoumission face au gouvernement français, mais en le concrétisant par ce qui est déjà une question de salut public, l'attaque contre le projet social français, contre le projet social européen.

**IV. On doit considérer dans le même sens l'action destructrice,** délibérée et obstinée contre les centres éducatifs. Si les voitures d'occasion, les supermarchés mal (ou bien selon le point de vue) approvisionnés en nourriture poubelle et quincaillerie bon marché, et les équipements misérables de l'Etat de bien-être résiduel sont les mirages parodiques de l'abondance et de la prospérité, les collèges et les lycées sont la parodie désincarnée de l'égalité des chances et de la possibilité d'ascension sociale que l'économie prêche pour ne pas s'en acquitter. Et le feu qui a dévoré les uns et les autres est la réponse prévisible, désenchantée et furieuse de celui qui se réveille de son enchantement. « Les gamins de quinze ans voient que ceux qui ont vingt-cinq ans et ont été de bons étudiants continuent à être au chômage, vivent chez leurs parents et n'ont aucun avenir », raisonnait l'un de ces « irrationnels » de la cité du Blanc-Mesnil de Saint-Denis, et nous trouverons dans leurs paroles toutes les raisons de cette furie sans qu'aucun expert n'ait à y ajouter une seule banalité. Ainsi, tout avenir étant dénié aux fils de Français, aux immigrés déjà français selon la loi, devant les visages stupéfaits des aînés, cette population partiellement scolaire, qui aime maintenant l'essence, méprise le système éducatif, pour la même raison qu'elle méprise l'Etat français lui-même. Eux, les barbares du projet de la « vieille Europe » ont été stigmatisés comme de la racaille, c'est-à-dire comme de la populace, de la canaille, et ils ont accepté ce stigmate avec l'orgueil traditionnel des proscrits, comme les « mendiants de la mer » dans la Hollande rebelle du XVIe siècle, comme les enragés de 1793 ou de Mai 68, comme les punks londoniens de 1977. Eux, les séditieux, ont pris en main le témoin et ont déclaré que, une fois perdue la peur de sortir dans la rue, ils avaient décidé de se battre jusqu'à la fin. « Un représentant de la République est venu, il nous a appelés racaille, et ce qu'on est en train de faire maintenant c'est exactement ça, se comporter comme de la racaille », dit un jeune de quinze ans de Saint-Denis. « Il nous a lancé un défi et nous l'avons relevé »,

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne 

répond un autre de la même ville. « Puisqu'on est des racailles, on va lui donner de quoi nettoyer au Kärcher à ce raciste. Les mots blessent plus que les coups. », entend-on dans la cité 112 d'Aubervilliers. De tous côtés, la cause est entendue, tout est dit et tout reste à faire.

**V. Avec un excès de modestie ou de coquetterie,** quelques rebelles d'Aubervilliers concèdent : « On n'a pas les mots pour exprimer ce qu'on ressent ; on sait juste parler en mettant le feu. » Il faut en tout cas reconnaître qu'un tel langage est éloquent et efficace, et personne ne peut prétendre qu'on ne l'entend pas. Il sert de plus à mettre sur la table les questions embarrassantes que personne n'ose poser. Par exemple, les troubles ont mis en relief la propagande par le fait de l'urbanisme capitaliste, dont plus personne ne peut nier la monstruosité inhumaine, à tel point qu'à travers toute la France on abat ces tours de torture de quatorze étages où la vie peut seulement se consumer à petit feu. Personne ne peut nier non plus leur efficacité, non seulement en tant que camps de concentration dessinés pour isoler les personnes d'elles-mêmes et des autres, mais aussi et surtout dans leur fonction de prisons invisibles d'où leurs forçats n'osent sortir, y compris quand ils se sont insurgés ; que les rebelles n'aient apparemment jamais pris la décision d'aller porter les troubles dans les centres-villes, là où s'exhibent avec le plus d'impudence les symboles du bonheur capitaliste, et où plus déterminante est leur destruction, en dit long sur le succès psychogéographique des banlieues comme système de répression et d'isolement autorégulés. Mais le concept de banlieue comme décharge humaine ne se comprend pas si l'on oublie les ordures qu'elle contient dans ses limites physiques, sociales et psychologiques, et son explosion a contribué à abattre l'un des mythes favoris de notre temps, répété parfois très imprudemment par ceux qui se considèrent comme ses ennemis, à savoir que les immigrés « sont nécessaires » et même indispensables pour assurer la croissance économique et enrichir l'ennuyeuse culture européenne, en apportant le soupçon de couleur et de joie qui plaît tant aux fanatiques du tourisme exotique et de la bigarrure multiculturelle. Eh bien, laissant de côté la dimension cyniquement opportuniste d'un calcul si misérable, nous voyons déjà pourquoi le capitalisme a besoin des immigrants, de leurs enfants et petits-enfants, quelle utilité veut donner l'économie à ces Français de la troisième génération : on ne prend même plus la peine de les exploiter, puisque lui reviennent meilleur marché leurs frères de race qui vivent en Afrique ou en Asie, et l'usage massif d'une technologie qui ravage tant les ressources naturelles que les biographies humaines. L'unique enrichissement que l'ordre espère d'eux est l' « accroissement » à une échelle chaque fois plus grande de la fameuse armée de réserve des chômeurs, et le « développement » de la panoplie de terreurs sécuritaires qui serviront à tourmenter la population indigène qui vit elle aussi sur la corde raide, pour que, disciplinée, elle se réfugie dans les basques de l'Etat policier. C'est ce dont se rendent compte les rebelles des banlieues : les « trente Glorieuses » et les « miracles économiques » de l'Europe de la seconde après-guerre et ses mirages de prospérité, de bien-être et de justice sociale, ne reviendront jamais, il n'y a pas de place possible sous le capitalisme boulimique et écocide pour les promesses réformistes des politiques et des arbitres bien-pensants du progressisme. Comme le disait le jeune du Blanc-Mesnil cité plus haut, « la mauvaise situation économique fait que pour la première fois il y a des Français qui font le travail que seuls les immigrés faisaient avant. » Pour la première mais pas pour la dernière. Lorsqu'on voit comment partout dans cet heureux monde occidental ferment les usines et se réduit le personnel, lorsqu'on vérifie comment les rares « fortunés », qui parviennent à l'emploi temporaire convoité, travaillent de dix à douze heures par jour pour tous ceux qui restent au chômage, il ne reste alors pas d'autre remède que d'accepter, et le mieux à faire pour nous tous est de le faire et sans excuses, car lorsque le pouvoir parle de modèles d'intégration des immigrés, de réinsertion sociale, de réactivation des quartiers populaires, et n'importe quel bobard de la même farine, il est simplement en train de vendre du vent à nos dépens. Et cette fumée est infiniment plus irrespirable que celle qui sort des brasiers qui se sont allumés dans les banlieues. Ainsi, par exemple, un sociologue (et qui plus est d'origine algérienne) croit trouver la pierre philosophale en assurant qu' « il faut éliminer les ghettos et le faire sans complexes. Il ne s'agit pas de réhabiliter ces horribles bâtiments en béton mais de convaincre les gens qui y vivent que leur avenir sera meilleur en dehors du ghetto, à l'intérieur de la ville et loin des banlieues. Les ghettos disparaissent d'une seule manière : en les intégrant dans la ville. » Rien de moins ! Parce qu'une telle réforme, qui ne serait rien d'autre qu'une rupture révolutionnaire avec le monde défiguré du capital, exigerait la fonte de l'ordre totalitaire qui dessine, construit et vit de ces ghettos, nous pouvons nous demander qui est l'ingénu, des enfants obtus et abrutis de la cité-dortoir, ou de l'habile sociologue. Quelle que soit la réponse, pendant que les autorités décident si elles font cas ou non de si brillantes lapalissades, il semble qu'une certaine jeunesse est déjà suffisamment convaincue que son avenir n'est pas dans la banlieue, et c'est pourquoi elle a commencé à la détruire

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne 

sans complexes. La lucidité, comme l'action, a changé cette fois de parti : il s'agit maintenant de constater jusqu'à quel point elle l'a déjà fait et dans quelle mesure cela a été transmis à ceux qui, pour le moment, ne se sont pas joints au combat.

**VI. Mais si le parti qu'on veut condamner** à l'échec est capable de faire montre de quelque lucidité, même partielle, même s'il se réfère plus à ce qui est détesté qu'à ce qui est désiré, il faut alors neutraliser ses raisons et ses actes par tous les moyens, en les noyant sous le traditionnel tsunami des mensonges et des bassesses. La seule chose qui nous ait relativement surpris, c'est que certaines de ces infamies proviennent des soi-disant révolutionnaires, qui s'abaissent en diffamant les révoltés, en les accusant d'être des incendiaires de voitures au service de l'Etat et de ses stratégies policières de provocation et de peur. Sans s'abaisser jusqu'à une pourriture tellement évidente, qui semble accepter que l'opprimé rumine son humiliation quotidienne en attendant que le Lénine de service (et de poche) donne la permission de se soulever, il est nécessaire de contester d'autres lieux communs qui, pour en être, touchent un plus grand nombre de personnes, auxquelles la domination souhaite interdire toute tentative de compréhension ou de sympathie envers les rebelles. Il est évident que l'épouvantail de la violence est le plat de résistance de n'importe quel menu préparé pour de tels besoins d'intoxication idéologique et de peur sociale. Une violence qui, cependant, a été reconnue par les rares observateurs honnêtes comme beaucoup moins sauvage et indiscriminée que ce qu'on a dit, et exercée, de plus, en général, avec une pleine conscience de sa gravité et de ses conséquences. « C'est malheureux », admettent les jeunes d'Aubervilliers, et comme eux beaucoup d'autres, sans trace d'exhibitionnisme ou de cruauté. D'un autre côté, la violence collective et spontanée qui se lève contre l'oppression quotidienne qu'un beau jour on ne supporte plus, aussi lamentables et arbitraires que puissent être ses dommages collatéraux, n'a rien à voir avec la violence systématique, hobbesienne et mafieuse des bandes néo-féodales et misogynes tolérées (et encouragées) par le pouvoir. C'est plutôt tout le contraire, puisque ce qui s'est passé n'est pas le déploiement habituel de l'anomie affective, de la sensibilité décomposée, de l'agressivité tribale, de la dureté banlieusarde et de l'ennui létal qui coexistent avec d'autres réalités très distinctes dans les banlieues (il serait étonnant que, dans un monde en ruines, ceux qui survivent sous les décombres les plus profonds se maintiennent absolument purs, pour la plus grande tranquillité spirituelle de ceux qui végètent encore dans les strates supérieures), des misères qui ont été métabolisées (et banalisées) comme une disgrâce naturelle inévitable par ceux-là mêmes qui maintenant se scandalisent, mais plutôt la tentative de leur abolition par la voie pratique d'un affrontement à couteaux tirés avec le système qui a engendré ces fléaux (dont personne n'est à coup sûr exempt) et tous les autres. C'est pour cette raison que cette violence, auparavant si supportable, si incongrue pour les hauts dignitaires de la domination qui n'ont pas l'habitude de vivre là-bas (etencore moins pour ceux qui l'endurent comme une récompense supplémentaire de la Terreur que leur administrent l'État et l'Économie), se révèle soudain intolérable. Le spectacle s'est donc délecté des images, parfois douloureuses, parfois misérabilistes, de collèges et de garderies brûlées, cherchant l'empathie facile et le réflexe conditionné contre les rebelles, mais il s'est bien gardé de parler, par exemple, des succursales bancaires, qui ont brûlé elles aussi (si les banques n'ont pas brûlé en plus grand nombre, c'est parce qu'elles avaient déserté les banlieues). D'un autre côté, ne manque pas d'intérêt le fait que les dernières informations judiciaires offrent un portrait sociologique de la révolte aux antipodes des clichés qu'on veut nous vendre : parmi les premiers emprisonnés, il y a cinq cent soixante-deux adultes pour cinq cent soixante dix-sept mineurs, et « la plus grande part de ces mineurs n'étaient pas fichés par la police, ils étaient scolarisés dans des centres de formation professionnelle ou même accomplissaient des séjours d'apprentissage et ne provenaient pas de familles spécialement disloquées, ni non plus polygames, comme on l'a indiqué depuis qu'un membre du gouvernement l'a fait » (El País, 27 novembre 2005). D'après ces données, s'il y a eu des classes dangereuses dans cette révolte, c'était celles qui ont toujours existé, ce qui n'empêche pas (et cela ne nous fait ni chaud ni froid), bien sûr, que ceux que le pouvoir appelle des « délinquants juvéniles » apportent leur petit grain de sable. Mais cela donne l'impression que ces bandes, qui en effet tourmentent la vie quotidienne des habitants des banlieues (spécialement celle des femmes, sous le feu croisé de l'intégrisme et de la violence sexuelle néo-machiste), ne sont pas celles qui se sont détachées avec précision : peut-être parce qu'elles sont bien davantage les associés de la police que ses ennemis. Cela revient au même. « On n'est pas des casseurs, on est des émeutiers », essayaient de clarifier ceux d'Aubervilliers. Personne n'en fera cas pour leur malheur ou non, être rebelle aujourd'hui passe nécessairement par le fait d'être aussi un vandale.

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne 

**VII. Comme il fallait s'y attendre** dans une société qui adule la jeunesse pour sa « rébellion » pourvu qu'elle la consomme virtuellement et qu'elle ne prétende pas l'expérimenter dans la réalité, l'origine juvénile et adolescente des protagonistes de la révolte est aussi utilisée pour la discréditer. On insiste sur son infantilisme, exprimé non seulement dans l'absurdité apparente de la destruction indiscriminée, mais aussi dans le caractère de jeu inconscient et d'émulation compulsive qu'elle démontre. Ensuite on nous parle des jeux d'ordinateur, de la réalité virtuelle, de la génération « game-boy », des « pauvres gosses » autistes qui reflètent dans leur violence aveugle les mécanismes de déshumanisation et de compétitivité qu'ils ont appris de la même société qui les annihile, parce que tout s'explique de façon pleinement satisfaisante par la maudite playstation, comme si seules les petites têtes noires de banlieue jouaient avec ces trucs, ou étaient les seules à être affectées par leurs radiations toxiques. On utilise au passage les paroles mêmes des jeunes banlieusards, qu'on veut comprendre uniquement et exclusivement dans le sens qui convient le mieux, barrant la route à n'importe quelle autre interprétation qui nuance ou corrige la version intéressée. Donc s'il est certain que dans ces comportements il peut y avoir beaucoup de l'hérédité maudite du vide incarné dans l'irresponsabilité du marché et dans la dépendance maladive à l'ultra violence, ils peuvent de même prêter le flanc à leur récupération sous la forme médiatique et commerciale de nouveaux et excitants sports à risques, il n'en est pas moins vrai qu'ils obéissent à d'autres exigences, et qu'ils sont rattachés à d'autres arbres généalogiques. En effet, les défis entre les bandes rebelles pour voir qui offre les feux d'artifice les plus fastueux à ses voisins, en brûlant les trophées de la richesse et du pouvoir, peuvent venir aussi bien de la contamination médiatique qu'être la réactivation joyeuse de l'institution du potlatch, et, si ce sont des sauvages, qu'on leur concède du moins le droit de retourner aux bonnes vieilles coutumes des peuples primitifs, sans les suspecter perpétuellement de crétinisme multimédia. Mais c'est Fourier qui a le mieux expliqué les vertus de la saine émulation entre les groupes révolutionnaires qui se défient au jeu de la subversion, et pour une fois que ce n'est pas l'économie qui a récupéré ses théories (et peu importe qu'on lise ou non Fourier dans le ghetto ; les bonnes idées, quand elles en sont, finissent toujours par rencontrer ceux qui les confirment dans la pratique), nous n'allons pas nous scandaliser... De la même manière, les experts profitent d'un commentaire des révoltés, sur le fait qu'ils préfèrent brûler des voitures plutôt que des bennes « parce qu'elles font plus de bruit », pour rire de ces petits jeunes hommes qui confondent la réalité prosaïque avec les effets spéciaux de la console, quand le principe de base de toute guérilla qui se respecte est de faire le plus de dégât possible, attirer la plus grande attention, avec la plus grande économie de moyens. En tout cas, et comme on l'a déjà suggéré, il n'est pas si mauvais que certaines chimères de l'inconscient collectif, qui parfois se glissent sur l'écran apparemment plus banal dans la forme du rap ou de la mythologie dégradée de Matrix, commencent à se matérialiser dans la rue, en particulier s'il s'agit des fantasmes de la subversion. L'imaginaire n'est-il pas peut-être ce qui tend à être réel ?

**VIII. Cette mauvaise réputation** qui accuse les jeunes d'être séparés de leurs parents et des générations adultes, et tous les noirs et maghrébins de l'être de leurs voisins blancs, est sans doute beaucoup plus pernicieuse. En ce qui concerne le premier point, on a mis au premier plan l'angoisse de la jeune mère célibataire devant la garderie brûlée, ou celle du travailleur devant l'utilitaire embrasé, indispensable à sa survie. Il faut comprendre une telle angoisse et un tel désespoir chez des gens que les coups ont trop bien modelés, et qui, par une intuition souvent pertinente, n'attendent de l'évènement nouveau que le mal de toujours. Bien qu'ayant leurs raisons, la raison décisive n'est pas de leur côté mais de celui de leurs enfants, parce que, même si elle cause de la douleur, elle prétend en finir avec la douleur et avec ses causes. En ce sens, comme dans l'Intifada palestinienne des années 80 ou dans le soulèvement antiraciste de Soweto de 1976, il s'agissait d'une révolte autant contre les parents que contre l'Etat, le racisme et l'économie, en ceci que les adolescents enragés ont fait ce que les générations antérieures, dans leur grande majorité, n'ont pas osé ou n'ont pas su faire. Ainsi, quand on parle du déficit d'autorité des chefs de famille « parce qu'ils ne rapportent pas de salaire à la maison », on ne cite pas un autre type de respect, aussi important voire plus que le précédent : celui qui naît de la résistance quotidienne contre l'oppression et, même après la défaite, se transmet aux enfants comme le meilleur exemple qu'on puisse donner dans la vie. Il y a ici une fracture générationnelle qui ne peut nous satisfaire, étant donné que son maintien et son exacerbation conviennent, surtout, au système qui l'a engendrée ; mais c'est une fracture dont finalement ces adolescents ne sont pas coupables : ils en sont plutôt le produit et, peut-être, la solution, pour peu qu'une telle brèche se comble et avec elle la colère. D'un autre côté, il serait vraiment surprenant que les médias donnent la parole aux voisins qui, eux, peuvent être d'accord, bon gré mal gré, avec la révolte de leurs enfants ; au contraire, ils mettent l'accent sur celui qui se plaint et ne

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne 

comprend pas une telle fureur. Cependant, comme dans toutes les révoltes de ce type, ces complicités existent, et il n'y en a pas de meilleur exemple que le ridicule rassemblement « pour la fin de la violence et de la discrimination », appelé le 11 octobre par Banlieues respect, « un collectif de 165 associations sociales des quartiers des périphéries des grandes villes françaises ». Comme un journal doit l'admettre à contrecoeur, une telle démonstration de force de la majorité silencieuse, adulte et réformiste des banlieues n'attira... « pas plus de 300 personnes, dont une bonne partie appartenait aux médias, et peu nombreux étaient ceux qui provenaient des zones qui ont souffert de la violence ces deux dernières semaines ». La Marche de la Paix annoncée qui devait suivre ce rassemblement « futannulée ». Sans commentaires.

**IX. Nous pourrions dire quelque chose de semblable** à ceux qui ânonnent que cette révolte est seulement l'expression des tribus nègres et arabes, sans relais possible chez les prolétaires français de pure souche et leurs « luttes », pour cette raison qu'elle est isolée et ne peut avoir aucune portée. En réalité, comme dans la rébellion de Los Angeles en 1992 ou dans les troubles de Brixton de 1981, les jeunes blancs perdants se sont joints à la rébellion avec autant d'impétuosité que leurs frères d'autres couleurs, n'en déplaise à un Le Pen, aux islamistes et à l'Etat, qui prospèrent tout autant sur les séparations ethniques artificielles et qui craignent qu'elles puissent se dissoudre d'abord pour dissoudre ensuite le chantage économique. Et ainsi, parfois, les bonnes nouvelles sont si bonnes que le spectacle ne peut même pas les occulter complètement. « Le profil sociologique des détenus correspond à la population des banlieues ; les jeunes fils d'immigrés abondent, mais aussi les noms strictement français, les cheveux blonds et les yeux clairs », reconnaît non moins à contrecœur le même journal. On n'entend pas autre chose dans les banlieues. « Les banlieusards qui, las de tant d'injustice, se lancent dans la rue, sont maghrébins et subsahariens, mais aussi français, depuis toujours ; dans cette cité nous souffrons tous de l'injustice », dit-on dans la banlieue de Toulouse, comme on pourrait le dire dans n'importe quel endroit où règne la misère mais pas encore la résignation. Il en va de même pour la fameuse inspiration islamiste des troubles ; rien ne la confirme, et les insurgés se sont fatigués de la démentir par leurs paroles (« personne ne nous contrôle, ni les caïds de la drogue ni les imams islamistes ») et leurs actes (en ne faisant aucun cas des appels au calme des mosquées et de leurs fatwas lénifiantes dans le meilleur style des staliniens d'antan). Mais ce qui importe, c'est de nier l'évidence et, mieux encore, de supprimer les paroles des habitants des banlieues et leur sens : ceux qui sont invisibles n'ont pas d'importance, n'ont pas non plus de raison de parler et encore moins d'être écoutés. Ni entendus.

**X. En même temps que les prolétaires modernes** de l'Europe jouaient avec le feu et « se brûlaient », aux Asturies plusieurs mineurs s'enfermaient pour protester contre leurs conditions de travail et de vie. Ces faits visualisent l'évolution du concept de classe et la conscience de l'exploitation de la part des vaincus. La vieille et la nouvelle classe se relaient et anticipent ce qui sera une réalité dans quelques années sur tout le continent. Mais dans cette danse, les danseurs se mélangent en formant des couples inespérés et prometteurs : si nous mettons en relation la négativité qui nous est vendue comme étant suicidaire, nihiliste et folle, avec d'autres conflits sociaux qui ne méritent ce nom que parce qu'ils partagent le même désespoir, nous commencerons à y voir plus clair. En effet, au-delà du fait qu'elles proviennent de la même oppression, rattacher les révoltes actuelles aux grèves générales d'ici ou de là, aux marches de chômeurs ou aux performances revendicatives des étudiants des Beaux Arts, n'a pas beaucoup de sens : il vaut mieux le faire avec des conflits comme celui de l'usine Cellatex en juillet 2000, où les travailleurs menacés de licenciement ont menacé à leur tour de faire sauter l'usine et les produits chimiques qu'elle abritait si on ne leur donnait pas une porte de sortie présentant un minimum de dignité, en jetant dans la rivière un peu de soude caustique pour démontrer que la pantomime n'était pas leur fort, excellent exemple qui fut suivi par les ouvriers de Moulinex à Cormelles (qui incendièrent une partie des installations) ou ceux de l'usine de bière alsacienne d'Adelshoffen (qui s'approvisionnèrent en bombonnes de gaz au cas où), pour ne citer que les conflits les plus fameux d'une réaction en chaîne de « terrorisme social » (comme l'appelle la sinistre European Foundation for the Improvement of Living and Working Condition, eux savent pourquoi), animée par le « syndrome Cellatex » de l'été 2000, et qui se prolongera l'année suivante dans les usines textiles de la firme Mossley avec l'incendie de machines, de marchandises et de bureaux. Les journaux aussi (et les écologistes bio comme les Révolutionnaires du Régime) ont parlé dans ces cas-là de suicide, de nihilisme, de folie, comme ils le font chaque fois qu'ils sont confrontés à l'incontrôlable qui aujourd'hui, malheureusement, doit se présenter avec des titres si obscurs quand il s'agit vraiment

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne 

de lui. Les mêmes accusations sont lancées, en ce moment en France et en Angleterre et très bientôt partout, contre ces nouveaux ouvriers sortis des banlieues, mauvais étudiants hier et plus mauvais travailleurs encore maintenant, qui, non contents de se débiner autant qu'ils le peuvent en écoutant de la musique et en dansant, en buvant du vin ou en parlant dans leurs portables, bondissent sans crier gare et de façon « irrationnelle » à la plus petite provocation de leurs contremaîtres, sans hésiter à recourir à la violence et sans s'arrêter à penser aux risques évidents de licenciement et, si les choses sont allées sont trop loin, à la prison[3]. Nous ne discuterons pas du fait qu'une telle négativité soit à son tour le reflet de la négation de la vie que pratique le capitalisme, et qu'en soi elle se montre insuffisante. Mais cela nous intéresse de signaler qu'elle existe, et qu'elle existe en dehors de tout calcul et de toute raison, en particulier de la Raison d'Etat[4], et que c'est dans cette existence et pas ailleurs que pourront se rencontrer, s'ils le font, les différentes révoltes, les vrais désirs, les nouvelles utopies. Pour notre part, et pour commencer, nous pouvons seulement redire que ce ne sera pas la peur de tomber dans l'ingénuité qui nous fera baisser la garde.

**XI. La chansonnette médiatique** aime aussi affecter un étonnement hypocrite face à la destruction « gratuite » (maintenant faut-il aussi payer pour participer à un soulèvement ?) des quartiers et des propriétés mêmes des agitateurs, calamité incompréhensible propre à ces temps. On dit de plus que cette destruction aveugle est inédite dans l'histoire, que rien de semblable ne s'était passé avant dans aucune révolte, et encore moins dans aucune révolution ; et que cette donnée revient à démontrer le caractère aliéné et aliénant de ces déchaînements de vaine fureur, bonne pour personne, sinon pour la domination qui, en dernière instance (sinon qui ?), a téléguidé les évènements. En laissant de côté les considérations que nous avons déjà émises sur la valeur d'usage réelle de ces cités et de ces propriétés, comme sur le problème de la violence que le pouvoir appelle irrationnelle parce qu'elle n'est pas la sienne, il faudrait se demander où est cette supposée nouveauté historique dans le comportement de ces nouveaux barbares, nouveauté qui les disqualifierait irrémédiablement si l'on se souvient d'autres barbares qui, s'ils en étaient, étaient des barbares illustres, homologués, nous dirions de pata negra, par ces bons connaisseurs universitaires amateurs d'Histoire Sociale qui se délectent des luttes passées pour abhorrer celles du présent et, surtout, les futures. Parce que, au hasard, comment se comportaient les rebelles de Los Angeles en 1992 ? Et ceux de Brixton, Toxteth, Lyon ou Marseille en 1981 ? Et les voisins enragés du quartier de Watts à L. A. en 1965 ? Et ceux des ghettos de Johannesburg à l'époque de l'apartheid ? Et les mille et une batailles de la guerre civile perpétuelle qui se livre dans les villes misérables, les favelas et les bidonvilles de l'ensemble du Tiers Monde, du caracazo de 1989 à l'explosion de l'Argentine en décembre 2001 ? Et les suffragettes elles-mêmes du début du vingtième siècle, bourgeoises qui détruisaient des vitrines et des marchandises bourgeoises au nom de certains droits - qu'ils fussent limités, c'est une autre question - que la bourgeoisie patriarcale ne voulait pas reconnaître ? Et sans parler d'autres mouvements qui avaient les idées plus claires, le sang plus chaud et le coup de poing plus prompt. Il n'y a rien de nouveau dans ces fureurs : les laissés pour compte ont l'habitude de commencer par détruire le décor déprimant et insupportable de leur marginalisation, entreprenant au passage la réappropriation urgente des biens de première nécessité par la voie du saccage et du pillage, ce qui est toujours une bonne chose, bien qu'ils ne réussissent pas ensuite à détruire tout le reste, ce qui serait bien mieux.

**XII. Ce que disent ces jeunes** n'est pas non plus inconnu. « Nous ne voulons plus de dialogue avec le gouvernement, nos pères, nos familles, ont suffisamment été abusés par les discours. Le dialogue est définitivement rompu, n'envisagez plus de nous endormir. NE COMPTEZ PLUS NOUS MANIPULER, ceci même malgré l'utilisation d'Imams et portes paroles que vous instrumentalisez, que vous poussez à diffuser des appels au calme (...) La société nous a créés, cela prouve que cette civilisation court à sa perte. Nous n'avons plus rien à perdre, nous préférons mourir dans le sang, que dans le "caca" », déclarait un pamphlet signé par quelques « Combattants de la révolte du 93 »et ces paroles ont été prononcées par d'autres bouches et en d'autres temps et d'autres lieux[5] : par exemple et pour ne pas être répétitifs, cette année même à La Nouvelle Orléans, où une autre « populace », pour des raisons distinctes mais guère trop, s'est aussi livrée au pillage. Nous n'allons pas verser dans l'adulation et dans la tentation d'affirmer que ces paroles et ces actes constituent l'unique programme révolutionnaire possible. Bien au contraire : peut-être est-ce celui qui se trompe le plus, précisément parce qu'il est le plus radical. Mais c'est que la

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne 

guerre sociale est aujourd'hui comme cela : laide, vulgaire, équivoque, convulsive, autant qu'épisodique, lestée de mille adultérations par l'abject esprit de l'époque, et certainement condamnée à l'échec, une fois de plus. Cependant, au-delà de n'importe quelle approbation ou condamnation théorique, pratique, morale, esthétique ou prêt-à-porter, c'est la guerre sociale qu'il nous a été donné de vivre dans le pire des mondes possibles, parce que c'est celui qui donne et donnera le moins d'options pour son hypothétique dépassement. Nier une révolte qui passera dans l'histoire comme la première grande prise de conscience en Europe de la part des nouveaux exploités, qui a obligé l'Etat à prendre des mesures d'exception qui ne furent pas adoptées en mai 68 (décision qui, nous n'en doutons pas, ne plaît jamais au pouvoir parce qu'elle permet d'observer qu'il n'est pas si sûr de lui et que ses dents claquent à la première lueur d'affrontement sérieux), révolte qui s'est communiquée à d'autres pays, qui ne va pas disparaître si facilement de la mémoire des insurgés quoique le spectacle s'y applique, même pas achevée mais déjà transformée en révolte de basse intensité, nier sa qualité radicale parce qu'il y a des pots cassés, ou parce que lui manque un programme, encore un programme, toujours un programme, ou parce que ses fruits immédiats n'apparaissent pas, ou parce qu'elle aurait des effets « contre-productifs » lorsque ce qui est vraiment contre-productif, c'est que s'éteigne l'idée même et la pratique de la révolte, c'est falsifier le problème au lieu d'aider à sa résolution.

La révolte est arrivée, et elle l'a fait pour rester. Les immigrés, et avec eux tous les prolétaires qui, à coup de sang, de sueur et de larmes réapprennent qu'ils en sont, sont passés des remerciement à l'exigence du droit de vivre. Par tous les moyens nécessaires. Le dilemme est bien simple et a déjà été posé en 1977 : T'accommodes-tu de la situation ou obéis-tu aux ordres ? Vas-tu reculer ou avancer ?

***(Novembre 2005)***

[2] On peut déjà faire observer, en avril 2006, que cette appréhension n'est pas justifiée ; et nous ne doutons pas que les auteurs de ce texte sont les premiers à s'en réjouir [Note du traducteur].

[3] Le « manque de respect » et le caractère ingouvernable de ces travailleurs sauvageons sortis des banlieues est arrivé à un point tel, qu'une vague de dépressions et de baisses de rendement s'est propagée parmi les chefs du personnel et les ressources (in)humaines. On l'appelle syndrome de la maladie honteuse, parce qu'aucun directeur ne veut reconnaître que maintenant, pour une fois et à titre de précédent, c'est lui le maltraité au lieu d'être celui qui maltraite. Une analyse détaillée d'un phénomène aussi délicieux peut être lue dans Echanges nÂ° 99, Hiver 2001-2002.

[4] Il devrait être inutile de répondre aux refoulés et aux malheureux qui voient dans les révoltes, uniquement et exclusivement des manœuvres du pouvoir, qui les utiliserait pour régler les querelles au sein du gouvernement français, faciliter le contrôle para policier des mafias et des mollahs, voire même pour lancer un plan de rénovation* plus grossier que l'habituel **En espagnol, plan Renove. Il s'agit d'une campagne en faveur de l'industrie automobile lancée de temps à autre par le gouvernement espagnol. Il consiste à donner des facilités de crédit et des aides en espèces aux consommateurs qui achètent une voiture neuve, en remplacement de leur « vieux » modèle. Note du traducteur]. Des manœuvres, il y en a pour tous les goûts. Mais il y aussi une action autonome des victimes, parfaitement fondée, parce qu'en aucune façon une réaction populaire n'est prévue ou attendue par le pouvoir. Un tel apriorisme signifierait, comme le disait le Groupe Surréaliste de Chicago devant de semblables accusations à l'époque du soulèvement de Los Angeles, « c'est réduire les masses au statut de simples objets de l'histoire, victimes inévitables de l'autorité toute-puissante. » Il se peut que cela se passe ainsi parfois, mais pas toujours, ni totalement. C'est pour cela qu'ils se révoltent : c'est l'unique sens de l'histoire qui leur reste encore, et en matière de révolte, aucun d'entre eux n'a besoin d'ancêtres. Ce n'est pas rien : s'il manque peut-être aux insurgés une théorie révolutionnaire (qui n'en manque pas ?), en revanche ils ont plus qu'il n'en faut, comme leurs camarades de Los Angeles, une nouvelle conscience radicale qui n'admet pas de récupération possible.**

**[5] « Pour le pouvoir et ceux qui pensent comme lui, les pillards du 11 décembre ne s'opposaient à rien, puisqu'ils ne revendiquaient rien (...) Et, en effet, s'ils ne rejetaient rien en particulier, c'est qu'ils rejetaient tout ce qui émane de l'ordre mercantile putride, seigneur et maître de tout ce qui existe. Les insurgés avaient abandonné tout mot d'ordre particulier et avaient inscrit sur la façade de l'édifice pillé le programme qu'ils avaient ébauché sur le terrain : "Mort au Kapital" » (Défense inconditionnelle des vandales du 1er décembre,**

**décembre 1998, Des cannibales). « Quelques bonimenteurs prétendent que la jeunesse actuelle ne doit pas se rebeller, qu'elle doit s'intégrer. S'intégrer à quoi ? A un navire qui fait naufrage ? À l'entreprise de pollution qu'on appelle l'économie ? À ce château de cartes truquées, de fausse monnaie et de dettes impayables que l'on nomme système financier ? À ce film débile où l'ennui luxueux d'une minorité de parvenus s'est nourri de l'oppression réelle de la majorité de l'humanité - et qui s'intitule "société moderne" ? Ce qui est en cause, c'est la domestication des êtres » (Volcan d'automne, décembre 1986, Marie-Jeanne). « Provocateurs, anarchistes, communistes, punks, rouges, heavy, mods, rockers, loubards, voyous, toute cette faune dont nous sommes se concentre là, non seulement pour des revendications estudiantines, mais parce que nous en avons assez du chômage, du service militaire, de la démocratie bourgeoise, de la répression policière, des prisons (...) Et c'est très clair : il n'y a pas d'avenir pour nous. La violence étatique génère de la violence dans la rue. Si notre violence éclate, c'est parce que nous devons souffrir la violence sociale jour après jour. Qu'on ne s'étonne donc pas du vandalisme des jeunes. Il y aurait lieu de se demander qui se comporte le plus en vandale ici, de nous ou du système dans lequel, malheureusement, il nous appartient de vivre. Qu'on ne dise pas que la violence n'est jamais justifiée, parce que dans notre milieu ambiant la violence est obligée » (déclarations d'un jeune « provocateur » à El País, cité par Miguel Amoros dans Rapport sur le mouvement étudiant, 1987). « Nous n'avons aucun avenir à nous calmer. On nous veut gibier d'usine ou gibier de prison : et nous ne voulons devenir ni l'un ni l'autre. Nous scandalisons, parce que nous n'avons aucun but positif dont nos ennemis pourraient gérer la satisfaction. Nous sommes entièrement négatifs, et c'est là notre force » (Les Fossoyeurs du vieux monde, Expédition sans retour, automne 1981). En relisant ces déclarations, si semblables à celles d'aujourd'hui, qui ont été écrites et dites à d'autres époques et à propos d'autres conflits (un mutin de Saragosse qui déborda la campagne de préparation de la grève générale du 14 décembre 1988, les manifestations étudiantes françaises de 1986 et espagnoles l'année suivante, les révoltes anglaises et françaises de 1981), il faut reconnaître que les insurgés de 2005 ne vivent pas complètement submergés par le vide de la mémoire historique dont on a parlé (et qui existe en effet), et qu'ils n'ont pas oublié les vieilles vérité anti-politiques de la guerre sociale : au moins, ils savent s'en souvenir par intuition, ou la redécouvrent dans la rue par nécessité. Les deux processus agissent généralement de concert.**

---

[1] Texte écrit en Espagne, au mois de novembre 2005 [Note du traducteur].

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne